

SANTE PUBLIQUE France



Appel d'offres ouvert n° 2024-57 MULTISERVICES LOG
passée en application des articles L.2124-2, et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

OBJET DE LA CONSULTATION :
**ACHAT DE PRESTATION MULTISERVICES
(LOGISTIQUES, SERVICES GENERAUX, GESTION
DE SALLES, AUDIOVISUEL) A L'OCCUPANT POUR
SANTÉ PUBLIQUE FRANCE SITUÉ À SAINT MAURICE (94)**

Personne publique Maître d'ouvrage

Santé publique France
Madame la Directrice générale
12 rue du Val d'Osne
94415 Saint Maurice Cedex
Tel : 01 41 79 67 00
Fax : 01 41 79 69 59

Web : www.santepubliquefrance.fr

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Dispositions générales	3
1.1	Mode de passation	3
1.2	Objet et forme	3
1.3	Définition des prestations	3
1.4	Décomposition en lot	6
1.5	Durée	6
1.6	Pièces constitutives du marché	6
1.7	Disposition particulière	7
1.8	Cotraitance	7
1.9	Sous-traitance	7
ARTICLE 2	Conditions d'exécution des prestations	8
2.1	DISPOSITIONS GENERALES ET REFERENCE AUX NORMES	8
2.2	Forme des notifications et informations	9
2.3	Lieux d'exécution	9
2.4	Obligation de moyens	9
2.5	Reprise du personnel	9
2.6	Autorité	10
2.7	Pénalités de retard	10
2.8	Suivi de la prestation	12
2.9	Protection des données personnelles	12
ARTICLE 3	Responsabilité et obligations du titulaire	13
3.1	Respect des normes générales	13
3.2	Respects des règles particulières	13
3.3	Obligation de formation	13
3.4	Exigence relative au comportement	14
3.5	Obligations de confidentialité	14
3.6	Respect des conditions d'accès aux locaux de SPF	14
3.7	Remplacement en cas d'absence	14
3.8	Responsabilité du titulaire	15
3.9	Responsabilité de l'exécution de la prestation	15
3.10	Responsabilité en cas de dommages de toute nature	15
3.11	Discipline (interdictions générales)	15
3.12	Personnel du titulaire - dommages	15
3.13	dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire ou d'impossibilité momentanée d'exécuter les prestations	16
3.14	Autres obligations	16
3.15	Sanctions	16
3.16	Clause environnementale	16
3.17	Assurances	16
3.18	Confidentialité	17
3.19	Prévention de santé sécurité au travail	17
3.20	Avantages sociaux des agents	18
ARTICLE 4	Vérifications et admission	18
ARTICLE 5	Prix du marché	18
5.1	Généralités	18
5.2	Forme du prix	18
5.3	révision du prix	18
ARTICLE 6	Modalités de règlement du marché	20
6.1	Avance	20
6.2	Acomptes - Règlement des comptes	20
6.3	Facturation	21
ARTICLE 7	Résiliation du marché	23
ARTICLE 8	Garantie	23
ARTICLE 9	Plan de progrès en matière sociale	23
ARTICLE 10	Litiges	26
ARTICLE 11	Dérogations	26

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 MODE DE PASSATION

Le présent marché est un marché passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

1.2 OBJET ET FORME

Le présent marché a pour objet l'achat de prestations « multiservices » (Logistiques, Services Généraux, Gestion des salles, Audiovisuel) à l'occupant pour Santé publique France situé à Saint Maurice (94).

Santé publique France donnera pour mission au prestataire, sous la seule responsabilité de ce dernier, d'affecter, de former, d'encadrer de diriger des d'Agents « multiservice » à l'occupant et de mettre en place les moyens nécessaires à la bonne réalisation des prestations du marché.

1.3 DEFINITION DES PRESTATIONS

Le prestataire s'engage à assurer la prestation multiservice (type logistique, services généraux, immobilier, gestion de salle et audiovisuel) à l'occupant d'une manière permanente toute l'année pour les jours (sauf fermeture annuelle) et heures qui sont demandés par Santé publique France et stipulés comme suit :

- du lundi au Jeudi de 8h30 à 12h30 et 13h30 à 17h00 ;
- le vendredi de 08h30 à 12h00 et 13h00 à 15h30.

La pause méridienne sera flottante en fonction des impératifs de services liés aux salles de réunion. Elle sera d'une heure.

1 postes à notification du marché sur une base de 38h 30.

Spécificités :

En cas d'absence (maladie, congés) un remplacement du poste doit être prévu avec un volant formé sur site (minimum de formation de 3 jours et période de rappel d'une journée par trimestre). Le volant devra pouvoir remplacer le titulaire sous 2h maximum sauf « urgence ». Dans ce cas le délai étant ramené à 1h.

La notion « d'urgence » est prévue pour les cas où de grosse manifestations sont planifiées et impactant plusieurs salles de réunion simultanément pour la même opération (environ une 20^e par an). Dans ce cas, le titulaire devra pré-positionner un remplaçant pour palier toute indisponibilité imprévisible de l'agent habituellement en poste. Ce remplaçant devra avoir eu au minimum les 3 jours de formation sur site.

En fonction des impératifs de service (planification selon les manifestations prévues) et en lien avec les missions sur les salles de réunion, la plage horaire de la pause de midi peut varier sans être inférieure à 1h. Cette variation nécessite une capacité et acceptabilité d'adaptation dans le cadre de l'assistance rendue aux agents du site et à l'image de « service » de l'unité de la logistique et de l'immobilier.

Astreinte pour les événements exceptionnels (5 à 10 par an). Lors de ces manifestations qui impactent la majorité des salles et des espaces de repos, une veille et astreinte sera mise en place afin de vérifier et assurer les réponses aux besoins des organisateurs de ces événements. Cette astreinte peut impacter le temps de la pause méridienne. Une compensation (récupération) des heures sera réalisée (départ anticipé ou arrivée plus tardive) à prendre (selon organisation) sur la ou les journées suivantes du décalage de la pause journalière. De même, une présence anticipée (7h le matin comme un départ tardif (19h) peut être nécessaire selon les besoins.

Soit ces ajustements horaires sont planifiables et Santé publique France pourra prévenir au minimum 24h en avance, soit ce sont des adaptations en raison d'impératifs ou de difficultés non prévues (veille, jours même...) et Santé publique France ne sera astreint à aucun préavis préalable.

Enfin, cette astreinte peut impacter la fin de service, (fermeture de salle, remise en état et rangement du matériel sensible...).

Pour répondre à notre demande le prestataire devra proposer les principaux services Logistiques détaillés suivants :

1) Prestations de service aux salles et organisateurs évènementiels :

- Ouverture des salles, contrôle quotidien des équipements et de fonctionnement des salles (matériel audio-visuel, tests liaisons informatiques, Teams, son, image..., fonctionnement de l'électricité/éclairage, du chauffage, état du mobilier, du ménage, ...) ;
- Gestion de régies Audio Video des salles de réunion (connaissance des matériels et résolution de problématiques, formation assurée par Santé publique France et mainteneur) ;
- Assistance aux mises en place et au démarrage des réunions ; assistance sur sollicitation pour résolution des problèmes au démarrage ou en cours de réunion (traitement urgent)
- Mise en place d'équipements annexes (gels, masques, tableaux, sièges, tables, paperboard, eau, etc..) ou organisation et vérification de la mise en place prévu/demandée (disposition mobilier, cloisons), ou suivi d'une mise en place par les agents de nettoyage des locaux (ponctuellement) ;
- Contrôle des prestations de room service, mise en place du café, et disponibilité des bouteilles d'eau dans les salles de réunions ;
- Mise en place et fermeture » des salles de réunions (matin et après-midi) ou durant les pauses déjeuner des utilisateurs ;
- Gestion de la réservation des salles de réunions sur le logiciel (boîte Outlook) pour environ 20 salles) ; ouverture et fermeture des salles.

Ce poste nécessite d'être potentiellement joignable par téléphone (portable fourni par Santé publique France) sur toute la plage horaire y compris pause méridienne (téléphone d'astreinte et n° affiché dans les salles.

2) Réponse, intervention et traitement des demandes (mail, appel téléphonique, interpellation)

- Contrôle des mails (reçu sur la boîte « services.generaux@... ») et des demandes (plusieurs fois par jours) afin d'apporter une réponse adaptée (délais de traitement doivent être courts (journée)).
- Toujours apporter une réponse aux mails par un mail soit de prise en charge soit d'intervention par l'agent multiservices ou par l'unité de la logistique et de l'immobilier (mainteneur par exemple).

3) Travaux, interventions diverses, services aux agents

- Petits déménagements internes, ajustement/inversion de bureaux dans une direction ;
- Installation de nouveaux agents ;
- Mesures pour l'amélioration du confort ou de la sécurisation des espaces de travail des agents ; câblage informatique et électrique (propre)

- Livraison aux usagers des fournitures de bureaux ou colis reçus ;
- Maintenance des matériels (changement des piles des cylindres de porte...)
- Aide aux titulaires pour les demandes de maintenance machine à café, à eau, accompagnement d'intervenant techniques dans les locaux...;
- Manutention (charges lourdes, palettes, charges légères, ...) utilisation de matériel adapté transpalette, chariots... ;
- Suivi, vérification des collectes des déchets ;
- Réception de livraisons, stockage rangement ;
- Réapprovisionnements de stock papiers des zones de copieurs, fournitures ; remplacement des consommables (cartouche d'encre) sur photocopieurs et imprimantes ;
- Réception, tri, dispatch du courrier arrivé, navette courrier sur site inter bâtiments. Capacité d'affranchissement des colis (Colissimo, Chronopost) ou suivi de réalisation par les agents de l'accueil ; gestion des différents logiciels d'enregistrement courrier départ ;
- Réception de plis, colis et recommandés avec enregistrements et traçabilité ;
- Gestion des coursiers (transfert / réception) demande de devis, Bon de livraison,... ;
- Amélioration du confort ou sécurisation des espaces de travail des agents ;
- Entretien du/des véhicule(s) de service électriques/thermiques (gonflage des pneus, nettoyage, ...) conduite ;
- Sablage des zones de circulation (abords des bâtiments, trottoirs entre les bâtiments, marches extérieurs, rampes d'accès, espace entre abris vélos et bâtiments...) pour sécurisation du site (matériel et sable disponible à Santé publique France).
- Toutes autres activités ou missions de services généraux.

4) Autres actions ponctuelles

- Assurer le poste d'accueil en cas d'absence de l'agent d'accueil (prestataire) et dans l'attente de l'arrivée d'un agent volant.
- Attention particulière et observation des lieux de travail. L'agent des services généraux devra être particulièrement attentif et observateur de toutes anomalies collectées lors de ses déplacements dans les locaux. Ces anomalies peuvent être liées soit par des sollicitations inopinées d'agent de Santé publique France croisés, soit par observation (dégradation, éléments potentiellement dangereux, mauvais fonctionnement d'installation (lumière HS), raccordements électriques non conformes (multiprises sur multiprises par exemple). Il devra alors, soit intervenir ou planifier d'intervenir selon l'urgence de la situation dans le cadre de ses missions et fonctions soit en informer les autres agents de l'unité (mail et/ou photos) en précisant le bâtiment, lieux précis et problème relevé.
- Participation aux opérations plus collectives de l'Unité de la logistique et de l'immobilier :
 - Essais du groupe électrogène (mesure de sécurisation des agents durant les coupures) ;
 - Manifestations d'importance pour l'agence ;
 - Intervention sur incident/accident (assistance, suivi de consignes, orientation des secours) ;
 - Réarmement d'un disjoncteur suite incident et après identification ou sécurisation du problème ;
 - Intervention sur évacuation incendie
 - Réunions d'équipe.

Conformément à la législation en vigueur (art.L.220.2 du code du travail) aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que l'Agent bénéficie d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

5) Capacité et formation des agents intervenants

Les agents intervenant devront avoir les formations minimales suivantes :

- Permis de conduire (véhicules automatiques)
- Secouriste du travail
- Habilitations électriques BOHOV, BE manœuvre (TBT, BT)

Niveau de diplôme souhaité

- a. Diplôme minimum Bac, bac pro,

Qualité des agents intervenants

- Rigueur ;
- Efficacité, réactivité
- Qualité relationnelle compatible, patience et diplomatie, sens du service public ;
- Capacité à expliquer, se faire comprendre ;
- Capacité à trouver des solutions ou alternatives (on ne laisse pas une question ou remarque sans réponse. Transmission à un tiers en cas d'absence de compétence pour y répondre).
- Capacité de rédaction pour apporter des réponses claires.

Les formations de l'agent (et des remplaçants) en poste devront permettre d'adapter ses compétences et connaissances au regard des évolutions techniques des matériels utilisés au sein de Santé publique France.

1.4 DECOMPOSITION EN LOT

Le marché n'est pas alloti.

1.5 DUREE

Le marché est conclu pour une durée de douze (12) mois, à compter de sa notification au Titulaire. Il est renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction, par période de douze (12) mois sans que la durée globale du marché ne puisse excéder 48 mois.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à la reconduction.

Le cas échéant, en cas de volonté du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le marché, ce dernier se prononce dans un délai de trois mois précédant la fin de la période considérée en notifiant au titulaire la décision correspondant à la non-reconduction du marché. La non-reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

A partir de la notification du marché, le titulaire aura une période de préparation de deux mois à l'issue de laquelle les prestations du marché débiteront. Cette période permettra au titulaire la recherche d'un agent titulaire du poste et des agents volants et de former ces derniers en fonction des attentes du CCP.

1.6 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de Santé publique France fait foi, Il est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant (dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS) :

1) l'acte d'engagement (Attri1) du marché signé par le pouvoir adjudicateur ou par son représentant et par le titulaire (des cotraitants) au moment de l'attribution du marché, ce document étant également dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la responsabilité de l'opérateur économique,

2) l'annexe 1 de l'ATTRI 1 (acte d'engagement) : prix global et forfaitaire (PGF) dûment complétée.

Cette annexe 1 de l'acte d'engagement (ATTRI 1) doit également être dûment complétée, datée et signée par une personne habilitée à engager la responsabilité de l'opérateur économique.

En cas de groupement conjoint uniquement, une note (qui constituera l'annexe 2 à l'acte d'engagement) précisera le montant et la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter),

3) le cahier des clauses particulières (CCP),

4) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, dit CCAG-FCS, en vigueur à la date de notification du présent marché approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. La pièce n'est pas jointe au marché.

5) les normes en vigueur s'appliquant au regard de l'objet du présent marché,

6) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,

7) l'offre technique du titulaire.

Les documents originaux conservés dans les archives de Santé publique France font seuls foi.

1.7 DISPOSITION PARTICULIERE

Les conditions générales de vente du titulaire et ne sont pas applicables à ce marché.

1.8 COTRAITANCE

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans l'hypothèse où ce marché était passé avec des opérateurs économiques groupés solidaires, les prestations font l'objet d'un paiement à compte unique auprès du mandataire. Dans l'hypothèse où ce marché était passé avec des opérateurs économiques groupés conjoints, les prestations font l'objet d'un paiement à chaque compte d'opérateur économique, en fonction de la note remise par le groupement précisant le montant et la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter (annexe 2 de l'ATTRI1).

1.9 SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, à l'article L.2193-1 à L.2193-14 de la partie législative du code de la commande publique et aux articles R.2193-1 à l'article R.2193-22 de la partie réglementaire du code de la commande publique, les prestations du marché peuvent faire l'objet d'un contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et un opérateur économique prestataire.

Toutefois, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution d'une partie de ces prestations qu'à la condition expresse d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant

et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par acte spécial signé par le maître d'ouvrage et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, un acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'acte spécial (formulaire DC4 disponible sur le site minefi.fr) indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance,
- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
- la date (ou le mois) d'établissement des prix,
- les modalités de révision de prix,
- les situations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements,
- le compte à créditer.

En plus de l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC 4), le titulaire doit joindre :

- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique, et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- les attestations sociales et fiscales justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations à la fin de l'année civile précédant la demande.
- pour évaluer les capacités professionnelles du sous-traitant : la présentation d'une liste de prestations / travaux (références), effectuées en propre par le sous-traitant, au cours des cinq dernières années, ou une certification QUALIBAT (ou équivalent) en lien avec l'objet du marché;
- pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant la prestation à réaliser au cours des trois dernières années ;
- un relevé d'identité bancaire et un K-bis ;
- une assurance décennale (si nécessaire).

L'obtention de l'agrément par le pouvoir adjudicateur conditionne l'intervention du sous-traitant.

Le titulaire doit informer le sous-traitant de son agrément et de l'acceptation des conditions de paiement en lui fournissant une copie de cet acte spécial. Cette absence d'information entraînera l'application par Santé Publique France des pénalités prévues au présent CCP. La date retenue pour le début sera la date de notification de l'acte spécial.

ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

2.1 DISPOSITIONS GENERALES ET REFERENCE AUX NORMES

Le Titulaire devra se conformer à toutes les procédures organisationnelles et administratives définies au présent CCP ou qui seront définies par Santé publique France en cours d'exécution du présent Marché.

L'ensemble de ces procédures s'appliquera de plein droit au Titulaire et sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur.

Le marché devra être exécuté conformément aux règlements, normes et spécifications techniques en vigueur.

2.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

2.3 LIEUX D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées sur le Site de Santé publique France – 12 rue du Val d'Osne 94100 Saint-Maurice, au sein de l'unité de la logistique et de l'immobilier.

2.4 OBLIGATION DE MOYENS

Le prestataire déclare posséder les capacités professionnelles lui permettant d'effectuer les prestations à la pleine satisfaction de Santé publique France et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation à tout moment de sa mission.

Le prestataire s'engage en particulier à affecter à l'exécution des prestations un personnel disposant des compétences et qualités nécessaires. Dans le cas contraire, Santé publique France pourra demander le remplacement de l'agent chargé des prestations. Le titulaire devra alors pouvoir faire d'autres propositions dans un délai de 20 jours et devra positionner un agent volant formé le cas échéant.

Santé publique France mettra à disposition de l'agent :

- Un poste de travail équipé d'un ordinateur avec accès à la messagerie « services.generaux@santepubliquefrance » et au photocopieur, téléphone fixe ;
- Un téléphone portable Pro
- L'accès aux armoires fortes (outils et autres clés des locaux) ;
- Accès aux clés des véhicules ;
- Un badge lui donnant l'accès aux bâtiments et locaux. Pour des questions de sécurité, il devra y apporter une attention toute particulière pour éviter toute perte ou vol et dans tous les cas avertir immédiatement les agents de l'unité de la logistique et de l'immobilier dans ce cas afin de pouvoir le désactiver.

Les prestations sur le site devront faire l'objet d'une évaluation par Santé publique France dans le cadre de l'évaluation trimestrielle des prestations (cf annexe grille d'évaluation). Lors du premier trimestre un point sera fait mensuellement avec le titulaire sur la mise en place et les ajustements nécessaires.

2.5 REPRISE DU PERSONNEL

Dans l'hypothèse où l'offre retenue prévoit une reprise du personnel, le titulaire s'engage à reprendre le personnel actuellement affecté à l'exécution du marché en cours si cette possibilité existe. La reprise du personnel s'effectue dans les conditions prévues dans l'offre du titulaire.

En cas de fin de marché, le personnel aura le libre choix, si accord des parties (Personnel et Santé publique France) d'être repris par le nouveau titulaire du marché sans restriction de délai ou de contrainte lié au titulaire sortant.

Santé publique France pourra demander au nouveau titulaire la reprise d'un agent du titulaire sortant si ce dernier en est d'accord et s'il est libre de toutes obligations. Le nouveau titulaire proposera un cadre et conditions de rémunération soit identiques soit supérieures au contrat de travail du titulaire sortant pour l'agent ainsi maintenu sur le site.

Dans ce cadre, le titulaire sortant devra pouvoir communiquer sur demande de Santé publique France les conditions de rémunération de l'agent en poste (brut, net, primes

éventuelles ou tout avantages acquis) afin de pouvoir le transmettre dans le nouvel appel d'offre à destination des futurs soumissionnaires.

2.6 AUTORITE

Les préposés du prestataire affectés à la réalisation de la prestation, resteront placés sous son autorité et sa responsabilité exclusive, ce que le prestataire rappellera aux salariés concernés.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du prestataire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la sécurité, la discipline. Toute réclamation concernant le comportement ou non-respect des consignes ou demandes d'intervention fera l'objet d'un échange de mail. Le titulaire devra faire le nécessaire pour faire les rappels à l'ordre ou proposer un changement de personnel.

En cas de changement de personnel, le délai ne pourra être supérieur à 1 mois sauf faute grave. Dans ce dernier cas le titulaire mettra en place un remplaçant (volant) mais attiré durant la période de vacance du poste afin d'éviter l'alternance d'agents.

Santé publique France se réserve le droit de demander le remplacement d'un agent qui ne conviendrait pas soit sur le plan du comportement attendu (attitude posée, amabilité, disponibilité, responsabilité, et esprit de service) soit sur les tâches à exécuter (inexécution, ou défaut de qualité dans l'exécution). Cette demande sera formulée par écrit en précisant de façon claire et concise les motivations et les faits reprochés.

Si ceux-ci constituent un comportement ou une inexécution des tâches confiées au prestataire par le biais du présent marché, le prestataire s'engage à remplacer l'agent dans un délai maximum de 48 heures suivant la réception du courrier AR ou mail avec accusé de réception et de lecture de Santé publique France.

Dans les autres cas, le titulaire, après conciliation avec Santé publique France et après une période de mise au point sans effet et évalué sur une durée de 2 mois maximum procédera au remplacement de l'agent en question. Les mêmes dispositions prévues dans le cas d'un remplacement pour comportement ou inexécution des tâches s'appliqueront.

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée et, en tout cas, impérativement avant l'expiration des délais contractuels. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

2.7 PENALITES DE RETARD :

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au présent C.C.P sera constatée par un rapport spécial du représentant du pouvoir adjudicateur et sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 14 CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités listées ci-dessous.

En cas de dépassement du délai immédiat de remplacement (congés prévus), du délai de 2 heures prévu pour le remplacement de l'agent absent d'une manière imprévue (maladie) et du délai d'1 heure pour les « période d'urgence », le titulaire encourt une pénalité égale à 2/30ème du forfait mensuel HT. Cette pénalité est due par heure d'absence et sans plafond.

En cas de dépassement du délai de 48 heures prévu pour le remplacement de l'agent qui ne conviendrait pas soit sur le plan du comportement attendu (attitude posée, amabilité, disponibilité, responsabilité, et esprit de service) soit sur les tâches à exécuter, le titulaire

encourt une pénalité égale à 1/30ème du forfait mensuel HT. Cette pénalité est due par jour de retard et sans plafond.

En cas de dépassement du délai d'un mois prévu pour le remplacement de l'agent (remplacement normal pour un départ par exemple), le titulaire encourt une pénalité égale à 1/30ème du forfait mensuel HT. Cette pénalité est due par jour de retard et sans plafond.

Le titulaire encourt une pénalité de 250 € TTC par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

Le titulaire encourt une pénalité de 500 € TTC par jour de formation non réalisé. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur, sans mise en demeure préalable.

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, en cas de non-respect des formalités prévues aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité de 100 Euros par jour de retard, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l'article R. 8222-3 du code du travail. L'application de cette pénalité est plafonnée dans les limites fixées au 1er alinéa de l'article L. 8222-6 du code du travail.

En cas de non-respect des obligations relatives à la transmission du bilan annuel, le titulaire de l'accord-cadre encoure une pénalité de 200 euros H.T par jour de retard.

En cas de non-respect de la signature du document « plan de progrès » annuellement imputable au l'entreprise titulaire, et conformément à l'article 14 du CCAG FCS, celle-ci subira une pénalité égale à 3 000 euros (trois mille euros) par année non signée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entreprise titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure infructueuse par Santé publique France.

Lorsqu'une prestation prévue au CCP est défectueuse, non-conforme ou manquante, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € H.T par constat validé par Santé publique France.

Généralités

Santé publique France peut renoncer à l'application des pénalités de retard compte tenu des conditions particulières d'exécution du marché. Santé publique France y renonce de façon systématique quand le retard est imputable à un cas de force majeure ou à une de ses actions.

Quel que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, Santé publique France pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables. Les pénalités sont applicables de plein droit et ne font pas obstacle à l'application des possibilités de résiliation du marché.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1.000 € H.T.

Les pénalités prévues par le présent marché ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

Le CCAG-FCS organise le régime de pénalités applicable aux marchés qui s'y réfèrent (article 14) et prévoit notamment le plafonnement du montant total des pénalités de retard appliquées à l'entreprise titulaire pendant la durée du marché à 10 % du montant total HT du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux pénalités ci-dessus ou figure la mention « sans plafond ».

2.8 SUIVI DE LA PRESTATION

En application de l'article 3.4 du CCAG/FCS, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

L'exécution de la prestation peut être contrôlée à tout moment par les agents de Santé publique France, sans en avertir préalablement le titulaire.

Le suivi de la prestation pourra faire l'objet de réunions ponctuelles, à la demande d'une des parties, entre le responsable de la prestation désigné par le titulaire et le responsable du service des moyens généraux de Santé publique France ou son représentant.

Le titulaire s'engage à faire le point avec l'agent en poste au minimum 1 fois par trimestre sur l'activité et les éventuelles difficultés. Ce point donnera lieu à la transmission par mail à Santé publique France d'un compte rendu synthétique et les éventuelles difficultés à lever.

2.9 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par le maître d'ouvrage, au sein des services de SPF.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 RESPECT DES NORMES GENERALES

Le titulaire du marché est chargé d'organiser le travail de ses agents dans le respect des textes législatifs, réglementaires et des règles de la profession (conventions collectives, accords salariaux, ...).

Le personnel chargé de l'exécution des prestations prévues aux termes du présent marché doit avoir été engagé conformément à la législation et à la réglementation en vigueur sur le territoire métropolitain français. A cette fin, le titulaire s'engage notamment à fournir, à la demande de Santé publique France, la copie des titres de résidence sur le territoire français et les autorisations de travail du personnel étranger chargé de l'exécution des prestations.

Seuls seront admis les employés du titulaire agréés par Santé publique France après production préalable par le titulaire des renseignements susmentionnés.

3.2 RESPECTS DES REGLES PARTICULIERES

Le titulaire doit fournir à Santé publique France un certificat médical justifiant une aptitude physique satisfaisante pour le travail demandé objet du marché ainsi que le curriculum vitae de chaque agent appelé à travailler sur le site (titulaire et remplaçants). Il est tenu de présenter tout nouvel arrivant au responsable du service des moyens généraux, ou à son représentant habilité, avant son entrée en fonction. L'agent peut faire l'objet d'une récusation immédiate si ses aptitudes ne sont pas jugées satisfaisantes au vu des documents produits ci-dessus.

Le prestataire s'engage à affecter à l'exécution des prestations un personnel disposant des compétences nécessaires. Il est indispensable que l'agent soit titulaire du permis B valide, les habilitations électriques demandées et être secouriste du travail.

Dans la mesure du possible, le prestataire s'engage à assurer le maintien du même personnel affecté aux prestations demandées par Santé publique France.

Le titulaire et son personnel doivent respecter les particularités des bâtiments de Santé publique France.

3.3 OBLIGATION DE FORMATION

Le prestataire s'engage à dispenser à son personnel toute formations et habilitations requises. Au regard de la multiplicité des missions et donc de la polyvalence attendue des agents mis à disposition, un minimum de 4 jours de formation est imposé par an.

3.4 EXIGENCE RELATIVE AU COMPORTEMENT

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis du public et du personnel de Santé publique France et de toute personne travaillant ou visitant les bâtiments de Santé publique France.

Le titulaire doit porter une tenue correcte et en adéquation avec les activités et tâches attendues. Chaque agent doit avoir les EPI nécessaires fournis par le titulaire dès sa prise de fonction sur le site de Santé publique France. La liste des EPI devra être communiquée à Santé publique France au moins 3 semaines au préalable. Il est recommandé un minimum (chaussure de sécurité légère, casquette renforcée, gants de protection souples, vêtements chaud (polaire, blouson chaud gants chauds pour les travaux extérieurs en hiver)

Le chef d'équipe doit avoir communiqué un numéro téléphone professionnel portable pour être joignable.

3.5 OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à Santé publique France, pour toutes les opérations de livraison qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser Santé publique France à résilier le marché aux torts du titulaire.

3.6 RESPECT DES CONDITIONS D'ACCES AUX LOCAUX DE Santé publique France

L'accès des personnes mandatées par le titulaire dans les locaux de Santé publique France obéit aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à l'Agence. Il se fait aux heures indiquées dans le cahier des charges, sauf dérogation expressément accordée par Santé publique France (manifestations particulières).

3.7 REMPLACEMENT EN CAS D'ABSENCE

En cas d'absence de l'agent, le prestataire s'engage à le remplacer dans le délai le plus bref, à savoir :

- Absence prévue (congés) : remplacement immédiat planifié par un agent formé (minimum de formation sur le site de 3 jours et antérieur à moins de 3 mois)
- Absence imprévue (maladie, événement familiaux) : détachement d'un agent polyvalent préalablement formé sur notre site dans un délai maximum de deux heures.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter ce service minimum, Santé publique France y pourvoira par tous moyens qu'elle jugera utile, aux frais du titulaire (à déduire des factures mensuelles) et à ses risques, et notamment en faisant appel à une autre entreprise pour exécuter les prestations.

3.8 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Pendant l'exécution de la prestation, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

3.9 RESPONSABILITE DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

3.10 RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES DE TOUTE NATURE

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de Santé publique France ou à des tiers,
- aux biens appartenant à Santé publique France ou à des tiers.

3.11 DISCIPLINE (INTERDICTIONS GENERALES)

Il est interdit aux agents du titulaire :

- D'amener sur le lieu de travail, des enfants ou des personnes étrangères à l'entreprise ;
- D'utiliser le téléphone, le fax, les ordinateurs, et les photocopieurs à des fins personnelles, de connecter sur les réseaux de Santé publique France un appareil informatique personnel (disque externe, ordinateur, tablette.... ;
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque ;
- De prendre des décisions ou mesures pouvant déroger aux règles de Santé publique France et pouvant mettre en danger les agents sur site ou se mettre en danger ;
- De prendre des décisions ou mesures pouvant porter atteinte aux installations ou équipements ;
- De manquer de respect aux occupants de l'immeuble (agents de Santé publique France, visiteurs, autres prestataires sur site) ou aux membres de l'équipe de l'unité de la logistique et de l'immobilier.

Le titulaire est responsable de la discipline et du respect, par ses employés, des consignes et des prescriptions du présent marché.

3.12 PERSONNEL DU TITULAIRE - DOMMAGES

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- aux personnels de Santé publique France ou à des tiers,
- aux biens appartenant à Santé publique France ou à des tiers.

3.13 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MOUVEMENTS SOCIAUX DU PERSONNEL DU TITULAIRE OU D'IMPOSSIBILITE MOMENTANEE D'EXECUTER LES PRESTATIONS

Le droit de grève doit être exercé légalement.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société le titulaire s'engage à prendre toute mesure conservatoire qu'il juge utile pour garantir Santé publique France contre tout préjudice et la baisse du niveau de service.

En cas d'impossibilité par le titulaire de respecter momentanément ses engagements, Santé publique France peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire peut lui être imputée sur décision du pouvoir adjudicateur. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

3.14 AUTRES OBLIGATIONS

Le titulaire soumettra le personnel affecté à Santé publique France à une visite médicale suivant la périodicité en vigueur en la matière.

Le titulaire fait son affaire du transport et de la restauration de ses agents. Les agents seront autorisés à manger au self de Santé publique France sans prise en charge par Santé publique France. Les tickets restaurant ne sont pas admis en règlement à la restauration (CB à privilégier).

3.15 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du Titulaire le déploiement d'actions ayant pour objectifs la performance environnementale. Ainsi, tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire devra décliner les actions mises en place concernant la limitation de la consommation d'énergie en cours de production et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale du contrat. Le titulaire fournira annuellement un bilan des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints.

Santé publique France se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle semestriel des mesures mises en œuvre.

L'absence de la transmission du bilan annuel des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints sera sanctionné par une pénalité prévue au présent CCP.

3.17 ASSURANCES

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels. Il s'engage, sur toute demande faite par les services de Santé publique France par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 32 du

3.18 CONFIDENTIALITE

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à Santé publique France, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Sauf autorisation expresse de Santé publique France, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser Santé publique France à résilier le marché pour faute conformément à l'article 32 du CCAG/FCS.

3.19 PREVENTION DE SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Les activités menées à Santé publique France ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à Santé publique France.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, Santé publique France et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la coactivité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité). Ce plan de prévention fera l'objet d'une mise à jour annuellement.

Le titulaire pourra être amené à la demande de Santé publique France à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de Santé publique France dans les plus brefs délais. De la même manière, Santé publique France alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de Santé publique France.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à Santé publique France la liste du personnel intervenant à Santé publique France au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Demander l'autorisation de Santé publique France pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;

- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge et aux conditions de son utilisation et préservation. Toute perte, égaré même provisoire doit faire l'objet d'un signalement immédiat aux services généraux afin de pouvoir le désactiver. Toute perte se verra facturer d'un montant de 5.50 € TTC pour le remplacement du badge. Règlement à faire à l'agence comptable de Santé publique France directement.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, Santé publique France pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

Trajet domicile travail de l'agent titulaire. Dans le cadre des conditions de travail et du bien-être des agents, Santé publique France ne souhaite pas avoir des agents qui auraient un temps de trajet aller-retour (domicile travail) supérieur à 3h journalier.

3.20 AVANTAGES SOCIAUX DES PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire communiquera l'ensemble des avantages sociaux proposés par l'entreprise aux agents œuvrant sur le site de Santé publique France.

ARTICLE 4 VERIFICATIONS ET ADMISSION

Par dérogation au chapitre 5 du CCAG/FCS, la certification du « service fait » sur l'outil informatique de gestion budgétaire et comptable de Santé publique France vaut décision d'admission des prestations.

Au préalable du service fait, le contrôle de la conformité des prestations fournies aux spécifications du marché est également réalisé au vu des dispositions du CCP du présent marché (respect des délais pour les prestations définies au C.C.P, qualité des prestations définies au C.C.P).

Le non-respect des dispositions du CCP peut entraîner, selon l'importance des défauts, manques constatés, une admission avec une réfaction, un ajournement ou un rejet pur et simple des prestations dans les conditions fixées au chapitre 5 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 PRIX DU MARCHE

5.1 GENERALITES

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais afférents aux frais de déplacement du personnel du titulaire, à l'assurance, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations formations et aux EPI indispensables.

5.2 FORME DU PRIX

Le prix de la prestation est un prix forfaitaire mensuel révisable.
Seules les prestations effectivement exécutées au titre du présent marché donnent lieu à paiement.

5.3 REVISION DU PRIX

Pour la première période d'exécution du marché les prix sont fermes.

Pour les périodes suivantes, les prix du marché sont révisables, à date anniversaire du marché, par référence au tarif que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle et/ou au barème qui s'applique au présent marché (sur lequel seront appliqués le ou les rabais indiqués le cas échéant à l'acte d'engagement et ses annexes).

Le prix de la prestation est révisé annuellement à la date anniversaire de démarrage du présent marché suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \times \frac{S_1}{S_0}$$

S_0

P = prix révisé

P_0 = prix initial, à la date de notification du marché

S_1 = dernier indice connu au premier jour du mois de la demande de révision
 S_0 = dernier indice connu au premier jour du mois de remise de l'offre.

L'indice de référence est l'indice INSEE « Coût horaire du travail révisé – tous salariés (ICHTrev-TS) – activités de services administratifs et de soutien ».

La demande de révision se fait à l'initiative du titulaire, au plus tard un mois avant l'application du nouveau prix.

Le titulaire présente à Santé publique France – **DAF - service achats marchés (12, rue du Val d'Osne 94410 Saint-Maurice cedex)** sa demande de révision en indiquant de manière claire le nouveau prix et les indices pris en compte.

Dans un délai de trente jours ouvrés à compter de la réception de la demande, Santé publique France notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé ce délai de 30 jours, en l'absence de réponse de Santé publique France, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, Santé publique France procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision.

Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop perçu, ou à l'émission d'une facture complémentaire.

L'acceptation du nouveau tarif constitue, une fois pour toutes, le document de référence pour toutes les factures émises par le titulaire au titre du marché jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif. Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

Les prix révisés sont arrêtés à la deuxième décimale. Les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si la hausse des prix résultant de la révision est supérieure à 6 %, le marché peut également être résilié sans préavis et sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, en dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 6 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

6.1 AVANCE

Sauf renonciation du titulaire sur l'ATTRI 1, une avance de 15 % pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire du marché public ou son/ses sous-traitant(s) admis au paiement direct est/sont une petite ou moyenne entreprise. Le montant de l'avance versé au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Cette avance est accordée au titulaire du marché, s'il n'y renonce pas dans l'Attri1, cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le remboursement de cette avance effectuée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché aura atteint 65 % du montant initial du marché. Il devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Cependant, si une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est réduite, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant. Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Les limites fixées sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues ci-dessus pour le titulaire.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la date de réception par le titulaire de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations.

6.2 ACOMPTE - REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes (article R 2191-20 du code de la commande publique).

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale

européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

6.3 FACTURATION

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du présent marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le titulaire au titre des pénalités prévues au présent CCP.

Le prix forfaitaire total prévu à l'annexe 1 de l'ATTRI 1 est réglé mensuellement terme à échoir. Si la première et dernière facture des prestations ne peuvent être sur un mois entier, les factures seront calculées au prorata du temps des prestations exécutées.

Chaque facture est établie en un exemplaire original et comportera notamment les éléments suivants :

1. nom et adresse du titulaire,
2. le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal,
3. la date de la facture,
4. l'intitulé du marché,
5. le numéro du marché,
6. la nature des prestations exécutées,
7. le montant total HT,
8. le taux de TVA applicable,
9. le montant total TTC.

En application du code de la commande publique, la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures et les justificatifs afférents doivent être envoyés sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

N° chorus : 13002233800011

Santé publique France

Service des factures publiques

Dispositions générales

Chorus

En application de la réglementation (Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

N° chorus : 13002233800011

Santé publique France

Service des factures publiques

Dans le cas où cette obligation ne s'impose pas au titulaire au moment de la notification du marché et qu'il ne lui est pas possible de la mettre en œuvre par anticipation, les factures doivent être adressées en version dématérialisée au format PDF non signé à sfact@santepubliquefrance.fr

(Exception possible en cas de décision unilatérale de SPF de doubler les envois CHORUS PRO par des envois par email comportant des documents en format dématérialisé Excel ou papier notamment en cas de problème technique)

Des documents pourront également être remis en main propre lors des réunions de chantier, adressées en lettre recommandée avec accusé de réception ou par email à gerald.vansteene@santepubliquefrance.fr

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'ATTRI 1 ou sur tout autre compte sur demande écrite du titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du titulaire ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant.

Domiciliation des paiements

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement ou de tout autre compte sur demande écrite du titulaire.

La modification des coordonnées bancaires du titulaire ne donnera pas lieu à la passation d'un avenant.

Délai global de paiement

L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans les meilleurs délais et, au maximum, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le 1er jour de retard.

Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au règlement. Le titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

Renseignements d'ordre comptable

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataires, sont les suivants :

- Ordonnateur en charge de la dépense : la Directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable.

Paiement des sous-traitants

Conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par la loi portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (loi MURCEF n°2001-1168) du 11 décembre 2001, et plus précisément aux articles 133 et 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, seul(s) le(s) sous-traitants direct(s) du titulaire du marché qui a(ont) été accepté(s) et dont les conditions de paiement ont été agréées par Santé publique France, est (sont) payé(s) directement par lui pour la part du marché dont il(s) assure(nt) l'exécution, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros

T.T.C. le titulaire transmet les factures de son sous-traitant comportant son visa préalable démontrant de son acceptation sur les sommes facturées par celui-ci.

ARTICLE 7 RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de manquements aux obligations du présent cahier des charges, ces manquements relèvent de la seule appréciation de Santé publique France conformément aux conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, il convient en particulier de signaler qu'une mauvaise exécution de la prestation, qu'il s'agisse d'une mauvaise exécution des prestations (8 dysfonctionnements dans la mise en œuvre des prestations du marché), ou de tout autre facteur, est de nature à entraîner une résiliation aux frais et risques du titulaire, astreint à une obligation de résultat.

De plus, toute réclamation de Santé publique France, concernant **le comportement d'un agent** (impolitesse, retards, inexécution des tâches confiée dans le cadre du marché, ...) sera formulée au titulaire du marché par écrit en précisant les faits reprochés.

Dans ces hypothèses, Santé publique France peut, selon son choix :

- mettre en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, le titulaire de remédier à ces manquements. Le titulaire disposera d'un délai de 48 heures à compter de la réception de ce courrier pour se conformer aux dispositions du présent marché,
- exiger l'exclusion immédiate de l'agent concerné. Le prestataire s'engage alors à remplacer l'agent dans un délai de 48 heures suivant la réception du courrier de Santé publique France,
- résilier le marché, sans préavis et sans indemnité, aux torts du titulaire.

Enfin, conformément à l'article 45-1 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues (conditions prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S), aux frais et risques du titulaire (la différence de prix en résultant sera alors mise à la charge du titulaire défaillant), soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 8 GARANTIE

Les prestations sont garanties dans les conditions prévues par l'article 28 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 PLAN DE PROGRES EN MATIERE SOCIALE

Engagement à la mise en œuvre d'un plan de progrès en matière sociale

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, Santé publique France, a décidé de faire application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 en incluant dans le présent marché une condition d'exécution relative à la mise en œuvre d'un plan de progrès en matière sociale. Celui-ci se substitue à l'obligation de clause sociale d'insertion en raison d'un volume horaire insuffisant à permettre l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause ne concerne pas la politique générale de l'entreprise titulaire mais s'applique à l'ensemble des moyens humains mis à disposition par cette dernière pour la réalisation des prestations inscrites au marché. Certains axes concernent exclusivement les publics bénéficiaires de la clause sociale d'insertion alors que d'autres portent sur l'ensemble des salariés affectés à la prestation ou susceptibles de l'être.

Les axes du plan de progrès social

L'entreprise titulaire s'engage à proposer des actions définies ultérieurement en concertation avec Santé publique France et le facilitateur désigné parmi les axes de progrès suivants :

Axes de progrès attendus en matière sociale	Exemples d'actions susceptibles d'être mises en œuvre
Recrutement et maintien dans l'emploi de personnes éligibles à la clause sociale d'insertion	<ul style="list-style-type: none"> - Accroître le volume d'heures d'insertion prévu - S'engager sur la nature et la durée des formations proposées - La qualité et la fréquence du tutorat mis en place - La diversification des profils éligibles - La part des publics éligibles à l'insertion en alternance - Recruter des personnes relevant de l'insertion sur un certain volume horaire annuel - Participer à une (des) rencontres ou forums pour l'emploi sur le territoire en vue de recrutements, etc.
Découverte et sensibilisation des métiers à destination des publics éligibles à la clause sociale d'insertion	<ul style="list-style-type: none"> - Participer à des journées portes ouvertes pour des publics ciblés - Participer à des temps de découvertes métiers avec des publics ciblés - Accueillir des demandeurs d'emploi pour des enquêtes métier - Accueillir des publics en recherche d'emploi ou projet professionnel, pour des stages ou PMSMP, etc.
Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femme/homme	<p>S'engager sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la progression de la part des femmes parmi les publics en insertion, - des dispositifs de promotion de l'égalité professionnelle (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché) - la sensibilisation sur les comportements sexistes au travail (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché) - la conciliation des temps de vie professionnels et personnels (à destination de l'ensemble des moyens humains affectés au marché) - la découverte des métiers auprès d'un public spécifique de demandeurs d'emploi, etc.

Améliorer la santé et la sécurité au travail	S'engager sur : - La prévention des maladies et accidents professionnels - L'amélioration des conditions de travail, - La lutte contre l'illettrisme en milieu professionnel
-----------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Les modalités de mise en œuvre du plan de progrès social

Dans les deux mois suivant la notification du marché, une réunion entre Santé publique France, le facilitateur et l'entreprise titulaire sera organisée par cette dernière afin de préciser le contenu du plan de progrès social.

Pour chaque axe de progrès ciblé, l'entreprise titulaire présentera à Santé publique France un projet détaillant les objectifs qu'elle est en mesure d'atteindre, les actions et les ressources nécessaires afin d'élaborer conjointement un plan de progrès permettant la réalisation des axes de progrès ciblés. Ce plan d'action précisera également les rôles et responsabilités des acteurs ainsi que les modalités de suivi et de contrôle.

Tous les semestres et dans les 2 mois suivant la date du 1^{er} anniversaire de la notification du présent marché, Santé publique France, en lien avec le facilitateur, procède au bilan du plan de progrès défini l'année précédente et au renouvellement de celui-ci pour l'année suivante.

Le plan de progrès élaboré conjointement par les trois parties précise les points suivants :

- 1) les objectifs mesurables et/ou quantifiables ;
- 2) les indicateurs de mesure associés ;
- 3) les actions à la charge de l'entreprise titulaire ;
- 4) les actions à la charge de Santé publique France ;
- 5) les moyens et ressources mobilisés par chacune des parties ;
- 6) le calendrier prévisionnel de chacune des actions ;
- 7) les modalités de suivi et de contrôle prévues.

Le plan de progrès, validé par les trois parties, sera formalisé dans le cadre d'un échange de courrier dès lors qu'il ne modifie pas les stipulations du contrat.

Dispositif d'accompagnement

Afin de faciliter la mise en œuvre de ce plan de progrès, Santé publique France a confié le suivi de cette condition d'exécution aux facilitateurs de Paris Est Marne & Bois. Dans ce cadre, un dispositif d'accompagnement des entreprises est mis en place tout au long de l'opération.

Les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi, dès le montage de leur dossier d'appel d'offres, prendre contact avec :

Paris Est Marne & Bois
1 place Uranie 94340 Joinville-Le-Pont

Pascale VIOT
Cheffe de Projet Clauses Sociales - Direction de la Cohésion Sociale
pascale.viot@pemb.fr
01 84 23 51 58 - 06 48 29 49 34

Sébastien Pigniez,
Facilitateur des clauses sociales - Direction de la Cohésion Sociale
sebastien.pigniez@pemb.fr

Modalités de suivi du plan de progrès social

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action pour laquelle l'entreprise titulaire s'est engagée. A la demande de Santé publique France, l'entreprise titulaire devra fournir, dans le délai qui lui sera imparti, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. En tout état de cause, l'entreprise titulaire doit, dès leur survenance, informer Santé publique France par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec l'entreprise titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

Engagement du candidat

Le candidat en signant son acte d'engagement :

- ✓ DECLARE avoir pris connaissance du présent article au cahier des clauses administratives particulières
- ✓ S'ENGAGE dans les deux mois suivant l'attribution du marché à contacter le facilitateur désigné en charge du suivi de cette action pour organiser la première réunion « démarche progrès » nécessaire à l'élaboration du plan progrès, à le signer et d'organiser la réunion pour faire un point sur ce sujet tous les semestres à partir de la date anniversaire du marché.
- ✓ S'ENGAGE à fournir, à la demande dudit facilitateur en charge de cette opération et dans le délai qui lui sera imparti, toutes les informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action comme indiqué ci-avant.

ARTICLE 10 LITIGES

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G.- F.C.S.

De ce fait, un règlement à l'amiable sera privilégié par Santé publique France et le titulaire dans l'hypothèse d'un différend éventuel relatif à l'interprétation du marché dans son ensemble.

Les parties pourront également recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil et dans le respect des dispositions de la Circulaire du 7 septembre 2009 (NOR ECEM0917498C). L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable ou par la voie transactionnelle, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun sis 43 Rue du Général de Gaulle, Case postale n° 8630, 77008 Melun cedex.

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

ARTICLE 11 DEROGATIONS

L'article 1.6 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS ;

L'article 2.7.2 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS ;

L'article 4 déroge au chapitre 5 du CCAG/FS.